



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

PIQUER TOUJOURS DANS LES MÊMES POCHEs

Les États Généraux de l'Alimentation se sont ouverts le 20 juillet par une « grand-messe » et se termineront de la même façon fin novembre. Les conditions de vie et de travail de centaines de milliers de salariés de nos professions et de la misère touchant des dizaines de millions de consommateurs de notre pays mises sous le boisseau, l'essentiel des discussions porte sur « la création et la répartition de la valeur ». On peut d'ores et déjà gager, au vu des déclarations des uns et des autres, que les décisions adoptées par le gouvernement tourneront autour du « coût du travail » prétendu élevé et d'une augmentation généralisée des prix de l'alimentation. Autant dire que la facture sera salée pour les salariés et les consommateurs. Dans le même temps, la concentration agraire se poursuivra et la monopolisation capitaliste de toutes les filières s'amplifiera.

Quelques vérités sont pourtant bonnes à réaffirmer. 80 % des salariés permanents agricoles et la quasi-totalité des centaines de milliers de salariés saisonniers sont payés au Smic. Dans l'industrie agroalimentaire comme dans le commerce alimentaire, les salaires sont inférieurs de 15 à 20 % à ceux de l'industrie manufacturière. Le patronat a très largement bénéficié du CICE, dont l'objectif affiché était de faciliter les investissements et l'emploi. Or, de 2004 à 2017, à périmètre industriel identique, le nombre de salariés a régressé de 6 %, soit une perte de 35 000 emplois. Dans le même temps, le nombre d'intérimaires progresse de 27 % et son taux passe de 6,2 % à 8,4 %. Corollaire, entre 2012 et 2016, la productivité a augmenté de 9 %. Si ces stratégies alimentent, entre autres, les profits en progression constante, le « reste pour vivre » en fin de mois, pour des millions de salariés avoisine le zéro, voire est négatif, et après bien des privations.

Le patronat, toutes composantes confondues, vise à booster les prix de l'alimentation, sous-entendu qu'aujourd'hui ils seraient minimisés. E. Faber, patron de Danone, s'est fendu d'un interview dans les Echos sur ce thème. Pourtant, après la loi Sarkozy dite « de modernisation économique », de source Insee, les prix alimentaires, en France, sont déjà en moyenne 10 % au-dessus de la moyenne européenne. Ce chiffre vient contredire l'argumentation patronale sur le « vrai » prix de l'alimentation et confirmer les fadaïses concernant une prétendue baisse des prix alimentaires. Le patronat, dans son texte de préparation, assume pleinement une alimentation à plusieurs vitesses, la qualifiant de « segmentation » du marché. Cet objectif est affiché alors que plus de 80 % des consommateurs disent prioriser le prix dans le choix de leur alimentation. Une telle stratégie tourne le dos à un développement de nos filières agroalimentaires, à la création d'emplois, à une réelle politique nutritionnelle nationale, à la qualité pour toutes et tous.

Les États Généraux de l'Alimentation s'acheminent vers des tractations financières en sous-main entre patronat des diverses composantes de la filière sur le dos des salariés et des consommateurs. Raison pour laquelle certainement, les syndicats de salariés sont, hormis ceux bien en cour, tenus le plus éloignés possible des discussions. Notre fédération utilisera toutes les occasions pour exprimer ses appréciations et ses opinions.

Montreuil, le 8 août 2017